Document:/COM/01-Q19/Parutions/2020-10-30/Pages/00-Générique/00-IG/BII05-022.pgl COM_Q19_Print/EB6 ... 30/10/
Auteur:ivanofbo Date:30/10/2020 11:47:19

ATTAQUE TERRORISTE Politique

Réclamée par Macron l'union est torpillée par l'extrême droite

L'exécutif appelle les Français à rester unis après l'attentat qui a endeuillé Nice jeudi. Mais la classe politique ne l'est pas. Droite et extrême droite durcissent le ton et appellent à des mesures plus fortes contre l'islamisme radical.

« Ne rien céder à l'esprit de division » : Près de la basilique Notre-Dame-de-l'Assomption à Nice, Emmanuel Macron, ton grave et déterminé, a opposé, jeudi, une grande fermeté face à l'attaque terroriste islamiste qui a endeuillé la préfecture des Alpes-Maritimes et la France.

Depuis Nice, Emmanuel Macron a demandé aux Français « de ne rien céder à l'esprit division ». Photo Eric GAILLARD/AFP

Les Républicains à peine moins durs

Mais si la sidération et le choc sont partagés, ce n'est pas le cas de l'unité nationale. Les polémiques ont été immédiates et vives. La présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, déjà candidate à l'élection présidentielle de 2022, a été la première à réagir, demandant l'éradication de l'islamisme sur le sol français, avant même d'avoir une pensée pour les victimes.

Cet attentat est le troisième sur le sol français en un mois, après l'assassinat du professeur Samuel Paty le 19 octobre et l'attaque au couteau contre les anciens locaux de *Charlie Hebdo* à Paris, le 25 septembre, au cours de laquelle deux personnes ont été grièvement blessées. Logiquement, ce sombre feuilleton sert les thèses de l'extrême droite, qui fait le lien entre immigration et terrorisme. Quand le président Macron dit que les valeurs de la France sont attaquées, Jean Messiha, membre du bureau national du RN, répond : « Ce n'est pas à cause des valeurs mais parce que nous accueillons la plus grande population musulmane d'Europe ».

La droite LR est à peine moins dure. Christian Estrosi, le maire de Nice touchée à nouveau quatre ans après l'attentat du 14-Juillet 2016, a eu des mots très sévères : « Il est temps que la France s'exonère des lois de la paix pour anéantir définitivement l'islamo-fascisme de notre territoire ». Cela fait écho à Marine Le Pen qui demande une législation de guerre.

Macron sous pression

Emmanuel Macron, qui présidera ce vendredi un conseil de défense à l'Élysée, est donc sous pression. À dix-huit mois de la présidentielle, sa principale concurrente est déjà en campagne et lui doit gérer une crise sanitaire, sociale, économique et sécuritaire. Il ne devra pas se contenter de mots et devra proposer des réponses claires et attendues par l'opinion publique. Lui, élu sur la transformation économique du pays, doit maintenant le protéger sur plusieurs fronts. C'est là-dessus qu'il sera jugé.

Nathalie MAURET

> « N'écoutez pas les voix qui cherchent à attiser la défiance. […] Ne nous laissons pas enfermer dans les outrances d'une minorité de manipulateurs. »
>
> **Jean-Yves Le Drian**
> **Ministre français des Affaires étrangères**

> « Pour la première fois depuis l'occupation, la France n'est plus libre ! Notre pays est en guerre, nous sommes en guerre ! »
>
> **Eric Ciotti**
> **Député LR des Alpes-Maritimes**

QUESTIONS À

Alain Rodier Directeur de recherche auprès du Centre français de recherche sur le renseignement

« Nous n'avons pas les forces pour neutraliser tous ces individus »

Alain Rodier. Photo Le Bien Public

Que pouvons-nous faire contre des terroristes isolés, qui ne sont pas fichés ou identifiés comme dangereux ?

J'aurais envie de vous répondre par un seul mot : rien. Malheureusement, la situation a changé depuis 2015 et les groupes djihadistes de l'étranger sont revenus à leurs fondamentaux en s'attaquant en priorité aux pays musulmans qui ne pensent pas, comme eux, que l'islamisme doit régner sur la Terre entière. Ces groupuscules terroristes n'ont plus les moyens et encore moins la volonté politique d'envoyer des commandos attaquer sur le sol européen. En revanche, ils envoient des messages sur les réseaux où des communautés qui leur sont sympathisantes se connectent, et encouragent ces terroristes isolés à passer à l'action, souvent par mimétisme.

Conflans-Sainte-Honorine, Nice : la France risque de subir d'autres attentats de ce genre ?

Hélas, oui. On le voit d'ailleurs avec ce qui s'est passé à Sartrouville et à Lyon, ce jeudi après-midi. Ils voulaient agir comme à Nice ou à Conflans-Sainte-Honorine. Mais une chose va pouvoir nous aider, au moins le temps que cela va durer, c'est le confinement. D'une part parce que les gens qui n'ont rien à faire dans la rue seront systématiquement contrôlés, ensuite parce que les cibles seront moins nombreuses dans l'espace public et enfin parce que les différents services de lutte antiterroriste auront à nouveau le temps de se plonger dans leurs dossiers et leurs enquêtes.

De plus en plus de voix s'élèvent déjà pour sortir de l'État de droit. Cette solution est-elle envisageable ?

Cette solution n'est non seulement pas envisageable mais, en plus, elle n'est absolument pas efficace. Tout d'abord, c'est une illusion totale d'imaginer que nous avons les forces nécessaires pour neutraliser tous les suspects. Ensuite, il ne faut surtout pas oublier que les auteurs de ces attentats agissent par croyance, certes totalement dévoyée et infondée, mais par croyance tout de même. C'est donc sur le plan des idées qu'il faut mener cette guerre. Une guerre sur le long terme, en mettant autour de la table des enseignants, des chercheurs, des religieux, des politiques, aussi bien sûr… Autant de personnes qui doivent aujourd'hui poser les bases de notre société occidentale pour les 50 prochaines années. C'est la seule façon pour nous de gagner cette guerre contre le terrorisme et l'obscurantisme.

Propos recueillis par Boris IVANOFF

DE NOUVELLES MESURES

Emmanuel Macron présidera ce vendredi matin un conseil de défense à l'Élysée, comme après chaque attaque terroriste frappant la France. Néanmoins, dès hier, un renforcement des mesures contre les attaques terroristes ont été annoncées.

■ Le plan Vigipirate passe en « urgence

Le plan Vigipirate est porté au niveau « urgence attentat » sur l'ensemble du territoire national.

■ L'opération Sentinelle renforcée

L'opération Sentinelle va être portée de 3 000 à 7 000 militaires sur le sol français. Ces effectifs serviront à « protéger tous les **lieux de culte**. En particulier, bien évidemment, les **églises** pour que la Toussaint puisse se dérouler dans les conditions qui sont dues », a précisé le président Macron. Le chef de l'Etat a également promis que les **écoles** seraient protégées « pour la rentrée qui vient ».

Le dispositif Sentinelle va passer de 3000 à 7000 militaires. Photo Eric GAILLARD/AFP